

La coopération franco-albanaise dans le secteur agricole et agro-alimentaire

Francis Stephan

Ministère des Affaires Etrangères, Direction de la Coopération Scientifique et Technique, Paris (France)

I - Introduction

Dans notre coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale, l'Albanie tient une place particulière, car elle bénéficie d'un courant ancien et remarquable de sympathie réciproque. Tous ceux qui ont eu de près ou de loin à faire avec l'Albanie partagent ce sentiment d'une chaleureuse amitié.

La coopération bilatérale franco-albanaise dans le secteur agricole et agro-alimentaire représente environ 27% du montant de notre aide bilatérale en matière scientifique et technique à ce pays, dont le total s'élève pour 1996 à 3 800 000 F. Les deux autres postes importants sont la coopération universitaire, très ancienne (37%) et la coopération médicale (24%). A cette coopération bilatérale, il convient d'ajouter la coopération décentralisée et la participation française à des financements multilatéraux.

La coordination de la coopération agricole française est assurée par un comité technique mixte agricole franco-albanais, qui se réunit tous les ans depuis 1993 alternativement à Tirana et Paris, composé de représentants des ministères albanais et français chargés de l'Agriculture, du ministère français des Affaires Etrangères et des opérateurs français impliqués dans cette coopération.

Pour résumer l'évolution actuelle de notre coopération agricole en Albanie, on peut dire que cette coopération, largement fondée au départ sur un courant de sympathie pour un pays qui a connu un des régimes les plus rigoureux d'Europe de l'Est, évolue vers une coopération à caractère économique où chaque partenaire trouve son avantage.

Nous évoquerons successivement, en nous cantonnant au secteur agricole et agro-alimentaire :

- la coopération au niveau national ;
- la coopération régionale, actuellement concentrée sur la plaine de Korçë ;
- quelques pistes pour l'avenir...

II - La coopération au niveau national

A ce niveau, notre action la plus significative est notre appui au Fonds Albanais de Développement (FAD). Cet appui, qui intervient dans le cadre d'un projet de la Banque Mondiale, couvre deux composantes :

- la réhabilitation de l'ensemble des **réseaux d'irrigation** du pays : nous finançons, sur fonds fiduciaires français, la mise à disposition par le BDPA (Bureau pour le Développement de la Production Agricole) d'un expert hydraulicien de haut niveau auprès du FAD ; ce projet devrait être repris par un projet Phare, avec le même opérateur français ; dans ce pays méditerranéen, l'irrigation a un rôle important à jouer, et les réseaux, symbole de l'enrégimentement de l'agriculture par l'ancien régime, ont été en partie détruits lors de la révolution.

- l'appui à la constitution, au sein du FAD, d'une caisse de Crédit Rural ; cette opération est en partie réalisée sur financement bilatéral français, avec comme opérateur le Crédit Mutuel, assisté par le CIRAD.

Cette dernière opération (Crédit Rural) est particulièrement intéressante et mérite une présentation détaillée.

Le problème du crédit agricole dans les pays en transition est à la fois vital et difficile : vital parce que le rééquipement de l'agriculture devient urgent, difficile parce que la rentabilité du secteur agricole est très inférieure dans ces pays à celle du secteur commercial, qui est en conséquence le seul qui intéresse les banques classiques.

L'approche choisie en Albanie est ciblée sur le petit paysan, l'Albanie étant redevenue un pays de très petites structures. La méthode suivie est celle qui a fait ses preuves depuis une dizaine d'années (réseau *Grameen Bank* au Bangladesh) ; elle est appliquée par la Banque Mondiale, avec notamment la spécialiste française de ce domaine, Mme Maria Novak.

Elle repose sur quelques idées simples :

- la capacité d'épargne, et la capacité de rembourser un crédit, existent même chez les plus pauvres ; la présence des usuriers en témoigne ;
- le principal problème par rapport aux banques classiques est une absence réciproque de confiance ;
- cette relation de confiance peut être construite : l'agent de crédit doit devenir d'abord un animateur, à l'écoute des paysans.

Cette méthode est lourde en encadrement, mais elle permet de viser réellement des taux de remboursement de 100 %.

Le projet comporte donc deux volets : d'une part, la formation aux techniques bancaires ; celle-ci est assurée par le Crédit Mutuel français dont la structure mutualiste et très décentralisée est un modèle intéressant pour ce projet ; d'autre part, la formation des agents de crédit qui travaillent avec les villageois dans quelques zones test.

Comme autre action au plan national, on signalera la coopération menée par l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) avec le ministère albanais de l'Agriculture dans le domaine de la documentation et du journalisme agricole : dotation d'un centre de documentation, formation à l'information agricole. Un centre de documentation franco-albanais a ainsi été créé au ministère à Tirana ; et cet organisme soutient également la bibliothèque de l'Université agricole.

L'INRA poursuit par ailleurs une coopération scientifique en matière d'économie, de sols, de zootechnie, de forêts et d'industries agro-alimentaires (visites, expertises, stages dans les laboratoires de l'INRA...).

A l'initiative du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, un *Guide pratique de l'investissement agricole et agro-alimentaire en Albanie* a été établi. Sa deuxième version (février 1996) mérite d'être largement diffusée.

Mentionnons enfin la coopération dans le **secteur forestier**, menée essentiellement avec l'ONF, dans les domaines du partenariat forestier privé, de la reprise des pépinières, de la commercialisation du bois.

III – Coopération dans le district de Korçë

Le district de Korçë bénéficie d'une importante concentration de nos efforts de coopération. Cette concentration est motivée bien sûr par des raisons d'efficacité (ne pas disperser nos actions sur les 36 districts d'Albanie...), mais surtout par des relations anciennes et fortes : présence jusqu'à 1939 d'un Lycée français à Korçë, existence d'un cimetière militaire français... qui se traduisent par une présence importante de la francophonie.

Les financements de cette coopération du côté français sont multiples : MAE, MAPA, Fonds des Pays de l'Est ; une mention particulière doit être faite de l'effort de la région de Basse-Normandie, avec l'association KONOCO (Korça-Normandie Coopération), qui mobilise des ressources considérables à la fois de ses adhérents (représentant la majorité des organisations professionnelles agricoles locales) et de la Région (dans le cadre de la coopération décentralisée). Plusieurs financements français sont relayés ou complétés par des financements multilatéraux et européens (Banque Mondiale, BID, Phare, Tempus).

Les actions couvrent une grande part du secteur agricole et alimentaire :

- appui aux services agricoles et zootechniques de la Direction Régionale de l'Agriculture ;
- machinisme agricole ;
- production betteravière et sucrerie de Malik ;
- irrigation ;
- élevage ;
- industrie laitière.

1. Appui aux services agricoles et zootechniques

Depuis décembre 1995, la coordination de ces actions est assurée par la mise à disposition de la Direction Régionale de Korçë d'un jeune ingénieur agronome, CSN.

Les actions dans ce domaine sont très nombreuses depuis 1992 ; on citera notamment :

- la formation de vulgarisateurs agricoles, conduite par le Centre de Formation d'Etcharry ; cette formation ne concerne pas tant les aspects techniques que la formation aux techniques d'animation et au nouveau mode de relations entre services agricoles et agriculteurs dans une agriculture non étatique ;
- la modernisation de la station zootechnique de Korçë.

Dans le même chapitre, on signalera la coopération entre l'ENITA de Clermont-Ferrand et l'Université Agricole de Korçë, financée initialement sur fonds bilatéraux et poursuivie par un programme Tempus.

2. Machinisme agricole

Cette action – à mettre entièrement au crédit de l'association KONOCO – consiste en :

- la fourniture (fin 1995) de matériel agricole d'occasion et de véhicules pour les services agricoles ;
- un appui à la constitution d'une CUMA (Coopérative d'Utilisation en Commun du Matériel Agricole), avec la formation en France de techniciens albanais.

3. Production betteravière, sucrerie de Maliq

Une coopération ancienne dans le domaine des semences de betteraves s'est poursuivie cette année avec la fourniture par KONOCO de semences pour 1000 ha de betteraves.

Par ailleurs, des négociations sont en cours avec SUCDEN et DESPREZ pour la réhabilitation et la gestion de la sucrerie de Malik.

4. Irrigation

Le projet du FAD cité ci-dessus a en particulier un volet de réhabilitation des réseaux gravitaires de la Plaine de Korçë, pour un total de 1000 ha environ. La France contribue à ce programme au titre de la ligne de coopération multilatérale.

5. Elevage

Les animaux de race française (vaches laitières tarentaises, ovins Ile-de-France, caprins Alpins ou Saanen), introduits de longue date, bénéficient de nouveau, à la suite d'une action conduite par le ministère français de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, d'un suivi par les unités de promotion de races (UPRA).

Après plusieurs dons d'animaux, l'UPRA tarentaise signait fin 1995, avec une association d'éleveurs qu'elle avait contribué à mettre en place, un contrat de vente (avec un financement du Fonds des Pays de l'Est) pour une centaine de vaches et autant de chèvres et moutons. Cette opération s'est accompagnée d'une action de formation à la conduite de l'élevage, menée par l'UPRA auprès des vétérinaires et zootechniciens.

6. Industrie laitière

Le Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière (CNIEL) a mené une étude exploratoire sur la situation de la filière lait en Albanie.

Parallèlement, des organismes comme KONOCO assurent la formation de techniciens aux techniques de transformation (yaourt, fromage frais).

L'installation d'une unité pilote de production de fromage frais en gestion villageoise est actuellement à l'étude.

IV – Voies d'avenir

Au travers de quelques opérations bien menées, les opérateurs français ont fait la preuve de leur efficacité et ont souvent pu poursuivre leur action sur des financements multilatéraux.

Nos actions à Korçë devraient, pour changer d'échelle, soit déboucher sur des partenariats économiques, avec un soutien public minimal et dégressif, soit se fondre dans des actions multilatérales, seules capables d'apporter des financements massifs. A cet égard, l'effort engagé pour l'information des investisseurs français devra être poursuivi par une mise à jour régulière du guide de l'investissement.

Ceci devrait en partie permettre d'étendre notre coopération à d'autres régions de ce pays (comme le fait déjà, sur ses propres fonds, l'association française FERT à Dibra).

D'autres secteurs prometteurs, comme le tourisme en milieu rural, pourraient également être explorés.

